

# POUR UN FÉMINISME SYNDICAL DE CLASSE & RÉVOLUTIONNAIRE

**En tant qu'anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, nous sommes profondément anti-sexistes et féministes. Bien qu'il puisse sembler satisfaisant de constater que ces termes sont désormais repris partout, il nous apparaît primordial de préciser les détours et contenu des combats à mener en ce sens, ce qui manque cruellement à ce jour. Nous considérons que cette imprécision est non seulement contre-productive mais aussi dangereuse. En effet, en tant qu'organisation syndicale de classe et révolutionnaire, internationaliste, nous ne développons pas n'importe quel combat anti-sexiste.**

**Parce que** nous considérons tous les individus égaux, nous rejetons toute forme de pouvoir, de domination, d'exploitation, de classification ou de distinction, notamment suivant le genre.

**Parce que** nous considérons qu'il ne saurait y avoir de liberté et d'égalité réelles et d'émancipation individuelle que dans une société d'égalité économique, sociale et politique.

**Parce que** nous considérons que les individus ne sont concrètement libres que lorsqu'ils ont les moyens matériels de l'être et qu'à partir du moment où aucune instance économique, politique ou religieuse n'est en mesure de les priver de ces moyens.

**Parce que** nous pensons que toute la classe des travailleurs et travailleuses a un intérêt commun et universel à renverser la société capitaliste et étatique actuelle, pour construire une société d'égalité et de liberté réelles, communiste libertaire.

**Parce que** nous estimons que, sur le plan du féminisme, de l'anti-sexisme ou du patriarcat, cela signifie que l'égalité entre les sexes, comme la liberté de choix, ne pourra passer que par la disparition des inégalités sociales, économiques et hiérarchiques.

**Parce que** nous souhaitons mettre en place une société communiste libertaire, et que nous considérons que les moyens conditionnent la fin, nous avons pour but immédiat de créer du commun. Un commun concret et pratique, qui refuse de distinguer les adhérents sur quelque base que ce soit dans toutes les réunions, structures et prises de décisions. Ce n'est qu'en développant dès aujourd'hui des pratiques égalitaires que nous pourrons construire ensemble une société égalitaire.

**Parce que** si nous respectons le droit individuel de chacun d'avoir une spiritualité privée, nous contestons en revanche aux religions et aux structures religieuses la possibilité de régenter la vie de l'humanité, et notamment des femmes.

**Parce que** nous sommes opposés à la marchandisation et notamment à celle des corps, que nous souhaitons la fin des rapports marchands entre les êtres humains, nous sommes pour l'abolition révolutionnaire de la prostitution (et non par des lois d'État qui ne remettent pas en cause le fondement même de la prostitution et vont souvent contre l'intérêt des victimes d'ailleurs) et opposés à la GPA.



Pour toutes ces raisons, **notre féminisme est syndical, de classe et révolutionnaire**, car seule l'abolition du capitalisme, des classes sociales et de l'État, l'égalité économique de toutes et tous, permet d'envisager une égalité réelle entre tous les êtres humains, et une émancipation individuelle de tout un chacun.

Nos orientations et notre féminisme ne sont bien entendu pas exclusifs de luttes qui ne sont pas de notre ressort spécifique (sur la qualification pénale des faits, sur le droit au mariage pour toutes et tous, sur la question du sexe inscrit sur les cartes d'identité, par exemple), menées par des associations ou organisations autres, comme l'étaient les *Mujeres Libres* de 1936 en Espagne, et nous pouvons nous y associer lorsque cela nous semble en cohérence avec nos orientations.

**Développer**  
**des pratiques**  
**égalitaires**

# Pour l'égalité économique & sociale hommes-femmes

Dans cette logique, nos luttes et nos revendications immédiates se situent naturellement sur la recherche de cette égalité économique et sociale et sur le développement de structures sociales permettant l'accès de toutes et tous à des conditions d'existence libres et épanouissantes.

## NOUS REVENDIQUONS, DANS LE CADRE DES ENTREPRISES :

- l'égalité salariale hommes-femmes stricte ;
- l'égalité sur les propositions d'évolution de carrière ;
- les moyens nécessaires pour que les femmes aient les mêmes formations et qualifications que les hommes ;
- l'arrêt immédiat des diffusions d'offres d'emploi comportant des discriminations, pourtant illégales dans le droit actuel ;
- la fin des temps partiels imposés et les 4/5<sup>e</sup> payés temps plein (pour toutes et tous) pour la garde des enfants jusqu'à l'entrée au collège ;
- l'application stricte du retour au poste initial pour les congés maternité et parentaux ;
- la mise en place d'un service public de cellules d'écoute et d'accompagnement, externe et indépendant du lieu de travail, pour les travailleurs et travailleuses victimes de pressions psychologiques, en lien éventuel avec l'inspection du travail ;
- l'obligation aux entreprises d'avoir *a minima* un protocole de gestion concernant les discriminations, et qu'il soit cité dans le règlement intérieur.

## PLUS SPÉCIFIQUEMENT SUR LA QUESTION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES OU VICTIMES DE VIOL :

- l'arrêt maladie sans limitation de durée pris en charge par la sécurité sociale ;
- le retour strict au poste initial pour les personnes concernées ;
- l'accès à des structures d'hébergement (foyers de femmes

victimes de violences) dignes et gratuites, avec les enfants le cas échéant ;

- le développement massif de ces foyers à travers le pays dans une logique de proximité, l'embauche de tous les personnels formés nécessaires à leur bon fonctionnement et la mise en place de permanences associatives en leur sein ;
- le droit à une aide psychologique, médicale et juridique gratuite et sans condition de durée.

## EN TERMES DE SOIN ET DE SÉCURITÉ SOCIALE :

- le renforcement de la gynécologie, y compris dans les centres de santé de proximité ;
- le maintien et/ou le développement d'un tissu de maternités de petite taille et de proximité ;
- le remboursement par la sécurité sociale des moyens de contraception et d'hygiène intime, avec augmentation de la part patronale de cotisation.

Plus largement, nous revendiquons l'élargissement du salaire socialisé (principe de la sécurité sociale) pour que tous les travailleurs aient accès à un salaire minimum de 1700 euros nets permettant d'avoir une indépendance économique et sociale.

Enfin, étant syndicalistes révolutionnaires et fédéralistes, nous estimons que nos fédérations professionnelles comme nos syndicats d'entreprise ou unions géographiques de syndicats sauront décliner ces revendications minimales dans leur réalité propre (ainsi des réflexions, par exemple, sur les éducations non sexistes au sein de la Fédération des travailleurs de l'éducation, la lutte pour la défense du Planning familial, etc.).

De la même manière, **notre syndicat soutiendra toutes les luttes pour l'émancipation des travailleuses à travers le monde, contre l'obscurantisme, la traite prostitutionnelle et pour l'égalité économique et sociale.**

Nous exigeons l'accueil immédiat et sans condition, dans des conditions dignes, de toutes les femmes (et de leurs familles) issues de régimes patriarcaux, victimes de violences sexistes ou des réseaux de prostitution. Nous exigeons également que les multinationales françaises appliquent au sein de leurs entreprises, dans tous les pays du monde, les mêmes règles qu'en France en termes de salaires, de congés maternité et parentaux, etc.

**UN SYNDICAT DE COMBAT, AUTOGÉRÉ, SOLIDAIRE,  
ANTISEXISTE ET ANTICAPITALISTE  
SEULE LA LUTTE PAIE !**

SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL  
DE LA PRESSE, DES MÉDIAS,  
DE LA CULTURE ET DU SPECTACLE  
PRESSE.RP@CNT-F.ORG  
TWITTER : @SIPMCS\_CNT

